

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

30

DÉCEMBRE
1975

N° 71

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

L'ÉGLISE REPREND RADIO-RENAISSANCE DES MAINS DES TRAVAILLEURS

Dimanche soir, la GNR (Garde Nationale Républicaine) sur ordre du gouvernement a occupé les installations émettrices de Radio Renaissance expulsant les travailleurs présents. La station de radio est rendue à son «légitime propriétaire» : l'Épiscopat. La modulation de fréquence reprendra ses émissions le 1^{er} janvier ; des discussions sont en cours entre l'Église et le gouvernement pour l'indemnisation du matériel détruit par la «bombe du 7 novembre».

décrétaient l'occupation des locaux et mettaient la station de radio «au service des exploités et opprimés» pour une radio «authentiquement populaire au service de la Révolution».

Dans les semaines qui suivaient, face aux attaques de l'Épiscopat et du parti socialiste, l'ensemble des Commissions de Travailleurs et Moradores apportaient leur soutien avec en première ligne les travailleurs de Lisbonne en lutte. Le P«C»P parlait de provocations et réclamait la restitution à l'Église. Radio-Renaissance donnait la parole aux masses. Elle était devenue un élément essentiel pour la mobilisation populaire.

suite page 8



SAHARA OCCIDENTAL le Front Polisario continue le combat

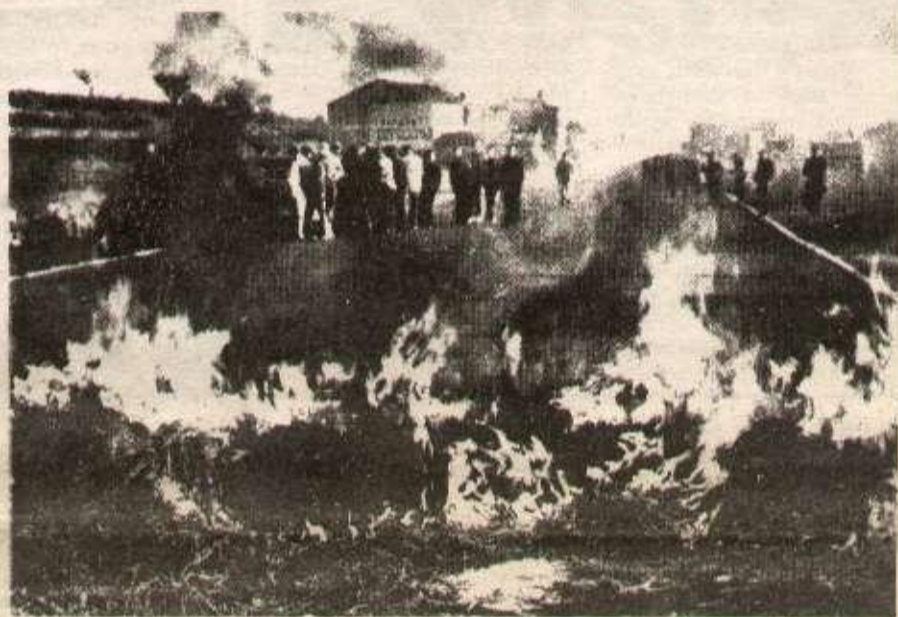
Le Front POLISARIO (Front de Libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro) a lancé une série d'opérations dans la région de Haouza, près de la frontière entre le Sahara et le Maroc, et a détruit des chars et des camions militaires marocains. Il a d'autre part lancé une offensive pour reprendre le port de la Guéra aux troupes mauritaniennes. A ce propos, le journal du F. POLISARIO, le «Sahara libre», déclare que le Brésil a transporté par mer les troupes mauritaniennes jusqu'à Villa-Cisnéros, pour le compte des USA.

De leur côté, les troupes marocaines tentent d'installer une administration civile à leur solde, et le gouvernement marocain a annoncé publiquement son projet de pillage des richesses touristiques du Sahara Occidental, avec la construction de plusieurs grands hôtels dans la région de Tarfaya, et à El Ayoun, Bou-Craa et Smara. Mais ces projets de construction reposent sur du sable, car le peuple sahraoui saura chasser les troupes étrangères de son territoire. Ainsi, l'organe du FLN algérien, «Révolution Africaine» annonce comme probable la proclamation prochaine de l'indépendance du Sahara Occidental par le F. POLISARIO.

PLUSIEURS MILLIERS DE VITICULTEURS BLOQUENT LE PORT DE SETE

Le Midi viticole a retenti hier des cris de colère des viticulteurs. Par dizaines de milliers ils ont participé aux actions décidées à l'appel du comité régional d'Action Viticole, pour que leurs revendications ne soient pas oubliées lors des discussions entre Chirac et leurs représentants qui doivent avoir lieu aujourd'hui.

suite p. 4



ESSWEIN — "trêve des confiseurs ou pas

la lutte continue"

«Cette année, il n'y aura pas eu la trêve des confiseurs», nous dit «Les Échos»... Les travailleurs d'Esswein à la Roche-sur-Yon l'ont bien montré. Partis en grève, il y a plus d'un mois, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, ils n'ont, depuis, pas cessé le combat. Malgré toutes les tentatives de la direction, (traduction des délégués devant le tribunal des référés, organisation d'un vote pour la reprise), les travailleurs ont montré leur détermination à poursuivre le combat. La direction pensait qu'avec la décision d'expulsion prise par le tribunal des référés, avec l'approche des fêtes, les conditions allaient être réunies pour faire reprendre le travail. Bien au contraire, l'arrêté du tribunal n'a fait que développer la solidarité sur la région et les ouvriers yonnais ont su utiliser la période de Noël pour souder encore plus leur unité en organisant un réveil dans l'usine occupée.

LIRE L'ARTICLE P. 5

VIETNAM l'assemblée nationale approuve le projet d'unification pour 1976

La deuxième session de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Vietnam s'est achevée samedi, par l'adoption du plan de 1976, et celle des conclusions de la conférence consultative entre le Nord et le Sud, tenue en novembre dernier, en vue de la réunification pour le premier semestre 1976.

Par ailleurs, Pham Van Dong, premier ministre, après avoir dressé le tableau de l'état économique de la RDV aujourd'hui, a annoncé diverses mesures tendant à développer la construction économique des bases du socialisme. Soulignant certaines insuffisances qui existent encore (commerce intérieur, par exemple), Le Duan-premier secrétaire du PTV a rappelé que «le Parti conduit le peuple, mais il ne se substitue pas au peuple, dans le rôle de maître de l'Etat». Il a ajouté : «l'unique maître de notre société, c'est le peuple». La réunification, comme la reconstruction économique, répond au mot d'ordre du président Ho Chi Minh : «nos fleuves, nos monts, nos hommes toujours resteront. Le Yankee battu, nous reconstruirons un Vietnam dix fois plus beau!».

conférence des P«C» européens

Les contradictions qui se sont manifestées au sein des différents partis révisionnistes européens ont pris une nouvelle ampleur avec le dernier projet de plate-forme adoptée par les P«C» : les concessions faites par l'Union Soviétique permettent la réunion en 1976 de la Conférence internationale des P«C», d'abord promise pour courant 1975. L'URSS demandait la condamnation solennelle des «prétentions hégémoniques des USA sur l'Europe occidentale» et dénonçait «les dangers que l'OTAN fait courir à la communauté socialiste européenne». De telles prises de position auraient plus que gêné les partis révisionnistes occidentaux, à commencer par le P«C»I, qui était visé par un projet de clause restrictive portant sur les alliances de gauche dans les luttes électorales en démocratie bourgeoise. Le nouveau texte, qui ne comporte plus les clauses énoncées par l'URSS, devrait, selon le délégué soviétique, être «une plate-forme de coopération avec toutes les forces pacifiques de gauche». Tous les partis révisionnistes se sont donc entendus pour fourvoyer les aspirations révolutionnaires des masses dans la voie étroite du parlementarisme bourgeois et de la collaboration de classes.

1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

juillet

Le Cap Vert proclame son indépendance



Les îles du Cap Vert, longtemps sous la domination coloniale portugaise proclament leur indépendance. Cette bonne nouvelle vient après l'indépendance de la Guinée Bissau. La lutte a été difficile en particulier contre les manœuvres de la bourgeoisie portugaise, qui, après le 25 avril, entendait se réserver ce territoire, d'une impor-

ance stratégique au large du Maroc.

Les Cap-verdiens ont voté massivement le 30 juin pour la réunion des îles de la Guinée-Bissau sous un gouvernement commun. Ils ont élu 56 députés du PAIGC et ont fêté dans l'allégresse cette nouvelle date importante du 5 juillet, qui marque l'indépendance totale.

4 juillet : Stirn est accueilli à la Réunion par des manifestations du peuple réunionnais contre le colonialisme français.

7 juillet : A la SMN, trois ouvriers sont envoyés à la mort, à Caen. Pris de malaise alors qu'ils travaillaient au curage d'une canalisation, E. Roland et J.-C. Guérin appellent au secours. Un troisième ouvrier, J.-P. Thévenot, descendu à leur secours, restera à son tour mort, intoxiqué. La colère est grande à Caen où une manifestation immédiate dénonce ce crime, qui, une nouvelle fois, vient du mépris de la sécurité.

8 juillet : La querelle PC-PS ne cesse de trouver de nouveaux aliments : le PCF publie, sous le titre «l'union est un combat», un document dénonçant le PS, pour avoir limité le nombre des nationalisations lors de la négociation du programme commun. Quant à Mitterrand, il se moque de la stratégie du PCF d'alliance avec le PS, qu'il qualifie «d'ubuesque» et il se vante d'avoir limité la portée du programme commun.

18 juillet : Le nouveau règlement de discipline de l'armée est publié. Sous couvert de libéralisme, il est encore plus répressif en ce qui concerne les punitions. On ne tardera d'ailleurs pas à voir les intentions du gouvernement.

20 juillet : Giscard et Ponia-

towski paradent à l'arrivée du tour de France, en compagnie de M. Amaury, patron du torchon le «Parisien Libéré». Les ouvriers du livre manifestent.

21 juillet : En Argentine, Lopez Rega, ex-ministre du «bien-être social», qui faisait la chasse aux communistes, quitte le pays. Mais la crise politique s'installe durablement.

23 juillet : A Athènes, 67 blessés dans une manifestation d'ouvriers du bâtiment contre le chômage et pour l'augmentation des salaires. La répression est féroce et l'École polytechnique est encerclée.

25 juillet : Le juge Pascal est dessaisi de l'affaire de Liévin. La bourgeoisie, qui l'a déjà dessaisi dans l'affaire de l'assassinat de Brigitte Dewèvre, retient contre lui des prétextes : fautes de procédure. Mais au fond, il s'agit d'éliminer un juge qui a l'intention de prouver la culpabilité des Houllères et qui a déjà inculpé, un ingénieur, Coquidé.

29 juillet : Giscard parle sur le petit écran. Il ne peut que reconnaître le chômage et il essaye de masquer l'inflation. Alors qu'il disait, un mois avant, que tout allait bien, il joue maintenant l'inquiétude. Il appelle à se serrer les coudes pour une «nouvelle croissance».

INDÉPENDANCE DES COMORES

Le 6 juillet, les Comoriens proclament leur indépendance. Il n'en faut pas plus pour entraîner immédiatement l'application du plan de l'imperialisme français pour garder une des îles, Mayotte. Des renforts de gendarmerie

sont envoyés immédiatement, et Stirn déclare de façon arrogante : «la loi française continuera d'être appliquée à Mayotte». L'OUA unanime, réunie à Kampala condamne la politique coloniale de la France.

Conférence d'Helsinki : PARLER DE DÉTENTE POUR MASQUER LE DANGER DE GUERRE

Après deux ans de préparation laborieuse, traversées de disputes acharnées, la conférence sur «la sécurité et la coopération» en Europe (CSCE) s'est clôturée, le 30 juillet, à Helsinki.

En juillet, l'URSS multiplie les démarches pour hâter la tenue d'une rencontre au sommet qui consacrerait le «succès total» de cette conférence, objectif cher au social-imperialisme soviétique pour tenter de camoufler sous le terme de «détente» en Europe son projet agressif et expansionniste.

Devant traiter de la «sécurité», la conférence n'a en rien réglé le problème de la rivalité à laquelle se livrent les

deux superpuissances pour dominer l'Europe et le reste du monde.

Ainsi, l'URSS a osé prétendre que son invasion de la Tchécoslova-



quie en 1968 n'est pas un exemple de recours à la force et ne s'est pas engagée à renoncer à de telles interventions.

Par l'évocation, dans le document final de la conférence, de «l'inviolabilité des frontières», l'URSS tente de faire reconnaître sa sphère d'influence, son hégémonie en Europe de l'Est. «Par mesure de confiance», les manœuvres militaires comprenant 25 000 hommes et effectuées à 250 kilomètres d'une frontière commune doivent être annoncées trois semaines à l'avance, mais ces manœuvres elles-mêmes confirment bien la préparation d'une guerre ; de surcroît à la demande soviétique, cette notification préalable n'est même

pas obligatoire : ceci révèle que ce document vise essentiellement à donner l'illusion de sécurité. Comment, d'ailleurs, croire à une détente militaire, alors que les dépenses militaires de l'URSS ne cessent de croître, que 60 % de ses usines tournent pour la production militaire, qu'elle développe dans le monde sa politique d'agression et de pillage cherchant à en disputer la domination avec les USA.

Quant à la «coopération économique» envisagée par la CSCE, elle permet à l'URSS d'espérer tirer des profits pour tenter de se sortir de ses difficultés ; elle permet aussi aux USA et aux pays occidentaux de développer leur pénétration économique et politique en Union Soviétique et en Europe de l'Est.

Par l'écho que les révisionnistes soviétiques entendent donner à cette conférence d'Helsinki sur la sécurité en Europe, il s'agit pour eux de masquer la réalité de la rivalité entre les deux superpuissances pour leur hégémonie en Europe et dans le monde. Ceci n'a rien à voir avec la sécurité des peuples.

PLUS DE 100 000 TRAVAILLEURS EN LUTTE

Autour de Chausson, des dizaines d'usines se mettent en lutte : Air Equipement, les Câbles de Lyon, Vélosolex, Autoclem... Au moment où la bourgeoisie multiplie ses appels à la paix sociale, Chausson montre la voie de l'offensive. Et malgré les vacances, ils sont plus de 100 000 en grève dans toute la France, dans 200 usines dont une centaine occupées. Alors que les travailleurs posent

la question de leur jonction, alors que la bourgeoisie recourt massivement à la répression par les flics et les chiens, les directions réformatrice et révisionniste des syndicats convoquent, le 10 juillet, des délégations des usines en lutte à la Tour Eiffel. La veille, les faux communistes du PCF ont fait reprendre Chausson, après s'être opposés à la réoccupation de l'usine, et avoir acca-

paré la direction de la lutte. Cette randonnée n'est qu'une caricature du mouvement d'ensemble auquel aspirent les travailleurs. Mais pendant toutes ces vacances, de nouvelles luttes commencent, comme chez Caze-nave, dans la Gironde, et ceux de Piron, du Parisien, de Caron Ozanne, Griffet, Grandin... seront toujours en lutte au mois de septembre.

CONTRE LES LUTTES, LA BOURGEOISIE CHOISIT LA MANIÈRE FORTE

En juin/juillet, la répression patronale face aux luttes a pris une ampleur très importante. C'est que le chantage à la crise et les réformatrices «libérales» n'ont pu faire illusion dans des entreprises de plus en plus nombreuses où les ouvriers engagent la lutte.

Les interventions de commandos et nervis contre les grévistes se font systématiques (Unimel, Cadot, Chrysler, Chausson, Câblés de Lyon, CFEM, pour n'en citer que quelques unes). Les milices patronales -camouflées en entreprise de «sécurité» interviennent ouvertement, au Parisien Libéré ou à Chausson, où la fameuse ACDS envoie 20 hommes. Le patronat les couvre. C'est Chotard, du CNPF, qui déclare à la télévision, dans une vaine tentative de justification «la violence appelle la violence». Quant à Chirac, il approuve les milices, qui, dit-il, «protègent la propriété privée». Ceyrac, président du CNPF, est plus prudent qui déclare que l'utilisation des chiens policiers est, selon lui, «une faute psychologique».

La bourgeoisie choisit systématiquement la manière forte. Des camarades immigrés sont agressés par la CFT chez Chrysler. La police est lâchée contre les grévistes, à Chausson, bien sûr, où la population unanime de Gennevilliers s'oppose à sa présence, mais aussi à la CFEM et au centre de tri de Rouen, à Usinor, au métro de Marseille, à l'office HLM de Paris. Mieux, la répression s'étend à la traduction de syndicalistes et de grévistes devant les tribunaux, ainsi à Climax France, à Usinor, à Chausson, chez Carel et Fouché, chez DBA, etc...

La campagne d'intoxication policière de Poniatiowski commence à se mettre en place (elle ne prendra toute sa force qu'à la rentrée, en septembre). Quelques attentats et provocations sont montés en épingle : ainsi l'attentat contre Cabanes, de l'Agence France Presse, mais aussi l'affaire Carlos, où l'amalgame est fait entre contestation politique et criminalité, s'étendant à la lutte du peuple palestinien.



La brigade anti-gangs, dans cette ambiance, met à son actif de tristes exploits : à Charenton, deux postiers, Payet et Vives sont sauvagement agressés par la police, alors qu'ils se rendaient à la cantine d'Austerlitz : «ils avaient des casques rouges» est la seule excuse de la police, qui tente, en vain, avec la complicité de la direction des PTT, de garder la

«bavure» secrète. A la même époque, Pottier, inspecteur de police, syndiqué CFDT par ailleurs, est descendu par une autre brigade. Durant ce mois, on voit donc se profiler la campagne de lutte contre les libertés de la classe ouvrière, qui se poursuit actuellement, avec, entre autres, l'emprisonnement et les inculpations de syndicalistes et de soldats.

1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

aout

EN CORSE, UNE SEULE POLITIQUE, LA RÉPRESSION

La fin du mois d'aout a été marquée par les événements de Corse. A Aléria, à Bastia, le libéralisme giscardien a montré son visage réel : état de siège, auto-mitrailleuses, hélicoptères Puma, brigade anti-gang, chasse à l'homme pendant dix jours, des villages entiers investis par la police. Des militants corses, conduits par Siméoni, de l'ARC, occupent une ferme sur la côte orientale. Malgré son caractère ambigu, cette action traduit au fond la colère de la population corse. Et, l'ignorant complètement, le gouvernement lance sa répression. Il espérait que ce déploiement insensé d'armée et de police ferait taire les masses de l'île. Mais, au contraire, la colère et la mobilisation ont crû.

Et il y a de quoi ! Les masses corses ne veulent pas se satisfaire du plan de développement qui leur est imposé : la « mise en valeur » de l'île est en effet basée sur deux points principaux : le développement de la plaine orientale d'abord, et le tourisme ensuite.

Les gros colons - pour la plupart rapatriés d'Afrique du Nord - sont les principaux bénéficiaires. Ils ont produit, sur des terres achetées à bas prix, de

grosses quantités de vin, ils ont chaptalisé et coupé le vin avec des vins italiens importés. Et leur succès a conduit à la ruine des petits paysans. La situation des bergers est encore plus catastrophique : ils ne vivent que du produit de leurs troupeaux, essentiellement du lait des brebis acheté par la société Roquefort.

Le tourisme, par ailleurs, c'est l'île bradée aux banques, aux agences de tourisme qui se sont emparées de la manne. La banque Rothschild a acheté une partie de la baie d'Ajaccio. Il n'y a que très peu d'industries dans l'île et elles sont très petites.



Les travailleurs corses sont surexploités, ils touchent souvent moins de 1 200 F par mois, la plupart des produits voient leur prix majoré de 30 % par rapport au continent. Le chômage sévit : 14 % des travailleurs de moins de 30 ans et près de la moitié des femmes.

Enfin, l'insuffisance criante de l'infrastructure médicale et hospitalière montre le mépris dans lequel le gouvernement bourgeois tient l'île. Mépris qui s'étend bien entendu à la langue corse qui n'est pas enseignée dans les écoles primaires, et à la riche expérience populaire traditionnelle.

C'est là le fond de la colère et de la révolte en Corse. Le gouvernement Giscard, qui pratique une pseudo-régionalisation est incapable d'y répondre, autrement que par la répression. A l'heure qu'il est, deux militants corses sont toujours emprisonnés sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat, à la suite de l'information ouverte par la Cour de Sûreté de l'Etat.

La répression en Corse a montré sur quelle voie s'engageait le gouvernement : les nouvelles inculpations dans l'affaire de l'armée, que nous connaissons aujourd'hui sont là pour le prouver.

Portugal L'AFFAIBLISSEMENT DU PCP

Juillet/Août au Portugal, les paysans du Nord se révoltent contre les pratiques des faux communistes du PCP. Pendant près de deux mois, des dizaines de sièges et permanences de ce parti seront attaqués, saccagés. Cette révolte, c'est celle des paysans pauvres contre ces nouveaux bourgeois qui les traitent d'illettrés, s'appuient sur les médecins, les ingénieurs, les banques dont ils ont pris la direction et qui continuent à les étrangler, bref qui se comportent comme les fascistes.

Juillet/Août au Portugal, c'est le rejet par les masses, de ces faux communistes qui ont accaparé le pouvoir dans les municipalités, dans le syndicat unique, qui ont interdit la grève, empêché une réelle épuration des fascistes. C'est le refus de la « bataille pour la production » au service d'un nouveau pouvoir d'Etat bourgeois.

Mais ces deux mois sont aussi ceux de la contre-révolution en marche. De-

puis les élections d'avril 75, le Parti Socialiste de Mario Soarès n'affirme plus d'autre projet que de prendre le pouvoir. Le 10 juillet, ses ministres démissionnent, et refusent toute participation tant que Vasco Gonçalves, sur lequel s'appuie le PCP, restera au pouvoir. Le PS mobilise pour obtenir sa démission. Le Mouvement



des Forces Armées ne peut plus cacher ses divisions qui éclatent au grand jour, avec la publication du « document des 9 », puis du « texte du Copcon ». Désormais, toutes les solutions proposées pour résoudre la crise, mettre sur pied un nouveau gouvernement, ravalent la façade du MFA, ne font plus illusion : le

PCP sort sérieusement diminué de l'épreuve, les réactionnaires regroupés autour du PS, forts de l'appui qu'ils développent au sein de la hiérarchie militaire, marquent des points. La lutte ouverte ne peut aboutir qu'à l'exclusion de Gonçalves, à plus ou moins long terme, car le PCP n'arrivera plus à rassembler les masses pour la défense de ses intérêts propres.

Pour la bourgeoisie, il s'agit de reprendre les choses en mains. D'abord de reconstruire un appareil d'Etat cohérent, de mettre fin aux luttes de tendances qui le paralysent ; de faire cesser l'agitation dans les casernes, où les soldats refusent très souvent de réprimer les luttes. Cela, pour mieux briser le mouvement des masses qui, depuis plus d'un an, se sont largement politisées, organisées en commissions d'habitants et de travailleurs. Museler les masses, c'est le projet du gouvernement qui se met en place.

1^{er} août : Les viticulteurs décident de faire savoir qu'ils ne veulent pas faire les frais de la politique communautaire ; les accords du Marché Commun avec l'importation des vins italiens, ont provoqué une perte notable de leur pouvoir d'achat : on leur achète le litre de vin 8,50 cent., comme en 68, alors qu'engrais et machines ont doublé depuis 72. C'est pourquoi les viticulteurs réclament : l'arrêt des importations de vins italiens et des mesures immédiates et efficaces pour leur garantir un revenu minimum, le droit de vivre de leur travail. Leur colère s'est exprimée dans une série d'actions : la nuit du 31 au 1^{er}, ils ont fait connaître leurs revendications à des milliers de touristes « égarés », les viticulteurs ayant peint les panneaux de signalisation

Dans cette première quinzaine d'aout, eurent lieu une série d'autres manifestations, ventes de vin à prix « coûtant », déversement de vin sur les routes et devant des préfectures, voies ferrées coupées, affrontements avec les CRS...

Pas de trêve pour les travailleurs en lutte :

6 août : Journée de grève des journaux parisiens : plusieurs milliers de travailleurs manifestent de la gare St-Lazare à la gare du Nord, aux cris de « Non, Non aux licenciements », affirmant ainsi leur volonté de s'opposer aux licenciements et fermetures d'entreprises dans l'imprimerie et au Parisien Libéré.

14 août : Espagne. Le procureur du tribunal militaire de Madrid annonce qu'il demandera la peine de mort contre 5 militants basques.

15 août : Le régime de Mujibur Rahman est renversé au Bangla Desh. Il avait été installé avec la guerre fomentée par l'Inde et appuyée par le social-impérialisme soviétique. Le régime maintenait dans le pays, les masses popu-

lares dans le même état de pauvreté et d'exploitation que les masses indiennes. Le coup d'Etat est un nouvel épisode de la rivalité des deux super-puissances dans l'Océan Indien : l'URSS propose aussitôt à l'Inde des avions pour transporter ses troupes si elle veut intervenir...

20 août : Journée d'action nationale du Livre. Manifestation encore plus massive qui réunit les travailleurs du Livre de toute la France, qui sont venus manifester leur refus des 15 000 licenciements prévus par le 7^e Plan dans l'imprimerie.

Aux côtés de ceux qui luttent parfois depuis plusieurs mois comme le Parisien Libéré, Caron Ozanne, Cip, Grandin... d'autres entrent en lutte pendant le mois d'aout : Olier, Nobel-Pozel, Kaolin de Berrien, Voyer... Les travailleurs restent vigilants car il n'y a pas non plus de trêve pour les mauvais coups contre la classe ouvrière : licenciements annoncés chez Voyer (5 000), Delmas (190), E. Arden (120), attaques de militants CFDT par des jaunes, expulsion par la police des 110 grévistes de Dimpe...

24 au 27 août : La conférence des non-alignés se tient à Lima. Représentant les pays du Tiers Monde en lutte pour un nouvel ordre économique mondial, elle prend, entre autres, la décision de créer un fonds de solidarité et un système de défense des prix des matières premières. C'est un pas de plus dans la constitution du Tiers Monde en force politique.

28 août : Le tribunal militaire de Burgos condamne à mort Garmendia et Otaegui, militants révolutionnaires basques. Au moment où se déroule le procès, une grève générale et des manifestations mobilisent le pays basque. Dans plusieurs prisons (Ségovie, Carabanchel, etc...) les prisonniers politiques décident de faire une grève de la faim.

LE CONTRE-PLAN DE RELANCE DU P«C»F

Le 8 août, le parti révisionniste présentait un plan de relance pompeusement baptisé « objectifs de lutte ». Avec le recul, on s'aperçoit que le P«C»F lui-même n'en parle pratiquement plus. Son plan, au fond, visait à prouver que nos revendications sont compatibles avec la bonne santé de l'économie capitalis-

te. Ses mots d'ordre n'ont été repris pratiquement nulle part : mieux, à chaque fois que les ouvriers ont mené leurs luttes, ils ont trouvé sur leur chemin les prétendus communistes du P«C»F, et, comme à Paris-Rhône, à St Gobain, à Air France, ils les ont mis en accusation.

viticulteurs

SUITE DE LA PAGE 1

Sète, port où transitent de grosses quantités de vin importé était leur cible principale. Le port et la ville ont été bloqués. Sète était hier une ville morte. Des routes, des voies ferrées étaient barrées : la nationale 108, la ligne Montpellier - Béziers... Le cru 75 de la révolte viticole était excellent, manifestations et barrages ont ponctué l'année. Le cru 76 promet d'être supérieur. La manifestation d'hier ne constitue qu'un avertissement. Si les viticulteurs y ont participé massivement, beaucoup d'entre eux ont conscience de son peu d'efficacité, et envisagent de passer à un stade supérieur de la lutte.

Les petits viticulteurs du Midi n'ont aujourd'hui d'autre alternative que lutter ou crever de faim. Même la solution, que beaucoup avaient adoptée, de partir à l'usine, n'existe plus vu l'ampleur du chômage. Beaucoup ont dû jeter leur vin de l'an dernier pour rentrer leur récolte de cette année. Et ils ne sont même pas sûrs de pouvoir la vendre même à prix dérisoire.

Leurs revendications se résument au simple droit de vivre de leur travail. Ils exigent l'arrêt des importations de vins italiens, qui en raison de la réglementation différente de la production en Italie arrivent sur le marché à des prix inférieurs à ceux des vins du Midi. Par leurs luttes,

ils avaient obtenu la taxation à 1,13 franc le degré hecto (11,3 centimes le litre de vin de 10°) pour les vins italiens, mais c'est encore nettement insuffisant, et les négociants poursuivent leur trafic. Il n'a jamais été importé autant de vin italien. Ce n'est pas non plus la création d'un office du vin comme le demandent les dirigeants des organisations professionnelles qui pourraient changer quelque chose. Tant que les règlements communautaires seront appliqués, leur situation empirera. Ce qu'ils exigent, c'est la dénonciation des règlements du marché commun agricole dont l'un des buts est l'élimination des petits viticulteurs qu'ils soient français ou italiens. C'est également un prix du vin qui leur assure les moyens de vivre. Pour cela, il faut s'attaquer au trafic des négociants et des trusts comme Margnat. Acheté aux paysans à très bas prix, le vin est revendu aux ouvriers vingt fois plus cher.

Plusieurs actions ont été engagées dans ce sens, malgré les appels au calme des gros viticulteurs qui dirigent les organisations professionnelles.

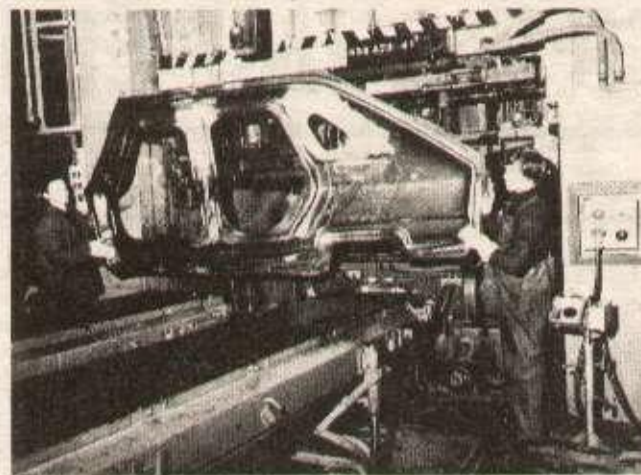
Pour qu'aboutisse la lutte, les petits viticulteurs prennent conscience qu'il faut briser la tutelle de ces gros exploitants qui canalisent l'action à leur profit.

RENAULT : IL FAUDRA BIEN BRISER L'ISOLEMENT

Lundi, les travailleurs des grosses presses n'ont pas poursuivi leur mouvement. Mais ils se sont présentés à l'atelier, ils n'étaient pas question pour eux de se remettre au travail tant que l'outillage ne sera pas remis en place. Aussi, à part 7 ou 8 presses qui étaient restées en place, aucune machine n'a fonctionné.

Ce que pensent généralement les travailleurs, c'est qu'il est difficile de mener à Billancourt une grève sectorielle sans avoir tous les moyens de pression sur la direction. Pour les faux-communistes du P.C.F., le démenagement est une « atteinte au patrimoine national » surtout que ce sont des « hommes de l'extérieur » et que la direction n'a fait appel ni aux chauffeurs de la Régie, ni aux professionnels de la Régie, ni à la masse de l'encadrement de la Régie ! Pour les travailleurs du 12-50 interrogés, l'avis est différent : l'opération du nouveau PDG vise en fait pour eux à briser la combativité du 12 mais c'est aussi un coup de semonce aux nombreux mouvements contre l'augmentation incessante des cadences et la dégradation des conditions de travail qui ont vu le jour ces dernières semaines à Billancourt.

Bien que selon certains gars du 12-50, le démenagement de l'outillage ne permette pas réellement à la direction d'installer les matrices ou d'autres presses (à Douai par exemple), cela a quand même porté un coup au mouvement. Il faut dire qu'aujourd'hui,



d'hui, de nombreux O.S. se posent des questions quant à la façon dont la lutte est engagée. Un travailleur qui a connu 73, fait la différence : « en 73, nous avons préparé la lutte par de nombreuses discussions avec tous les travailleurs, en nous expliquant sur le sens de notre lutte et sur sa conduite ; là, pendant les 4 jours de congés, il n'y a pas eu cette même mobilisation, on n'a pas prévu le coup de la direction et les autres secteurs de Billancourt ne sont même pas au courant de ce qui se passe, à part ce qu'ils ont vu à la télé ».

C'est sans doute là, un des problèmes majeur auquel se heurtent les mouvements des ouvriers de Billancourt : les ateliers et les départements de la Régie sont disséminés dans tout Boulogne et les travailleurs se trouvent séparés sans informations, sans avoir la possibilité d'engager des mouvements de riposte sur l'ensemble de l'usine. Les directions syndicales réformiste et révisionniste

à qui devrait revenir ce rôle, ont trop peur de voir les mouvements leur échapper.

Ainsi lundi matin, il n'était absolument pas question pour les dirigeants du syndicat CGT Renault, d'informer l'ensemble des travailleurs. Et ceux qui sortaient à 13h, après avoir passé toute la matinée dans l'usine en savaient moins sur la situation que les équipes qui prenaient leur boulot pour cet après-

On apprenait dans la soirée que les négociations ont abouti à ces résultats :

- maintien des 65 F, même en cas de changement d'atelier ;

- requalification automatique en cas de mutations.

D'autre part, les négociations continuent sur la question du paiement des jours de grève. Enfin, l'outillage démenagé à Vitry, devrait être livré aux ateliers. Selon la CGT, c'est là « un compromis ac-

ceptable », sans doute le mouvement de lutte des travailleurs des presses a conduit la direction à devoir réaffirmer la garantie de la prime de risques ; mais qu'est ce qui nous assure qu'aujourd'hui la direction va respecter des engagements que jusqu'ici elle n'a pas tenus ? Pourquoi alors, n'a-t-elle pas cédé sur la revendication des travailleurs qui coupe court à toutes ces craintes : intégration de la prime dans le salaire de base ?

Surtout qu'avec le départ d'une partie des presses, les mutations en tôleries ou dans d'autres départements sont nombreuses et ont pour résultat à chaque fois, la perte de la prime, beaucoup de travailleurs sont aussi conscients de la volonté de la direction de liquider le foyer très combatif que constituent les O.S. du 12 avec leur passé et leur expérience.

Ainsi, à un moment où les effectifs du 12 se réduisent, la Régie réclamait, mercredi dernier, à une boîte d'intérim de Boulogne, 12 O.S. immédiatement pour les presses ! Il n'est donc pas question pour les travailleurs des presses d'oublier ce pour quoi ils ont engagé la lutte et ils ne tarderont pas à le montrer...

Le C.L.C.C. de Montrapon

ARMÉE : quinze militants toujours

en prison

A quelques jours de la fin de l'année 75, quinze militants, sur les quarante sept inculpés de « tentative de démolition de l'armée », sont toujours incarcérés. Sur ces quinze militants, quatorze sont des civils. Ce n'est pas un hasard, puisque les soldats libérés ont été pour la

plupart mutés dans d'autres casernes, puis mis aux arrêts de rigueur pour soixante jours et ainsi privés de tout contact avec l'extérieur. M^e Weil, un des avocats du collectif de défense des inculpés, avait d'ailleurs adressé une protestation à ce sujet à Lecanuet.

Parmi les militants toujours incarcérés : Lionel Blondelle (Chaumont), Gérard Jussiaux (Besançon), Armand Jung (Strasbourg), Bruno Marielle (Paris), Jacques Stambouli (Paris), Claude Baudouin (Verdun), Raymond Murer (Strasbourg), Maryvonne Marcoux (Lyon), Domenico Pucciarelli (Lyon), Igor Mondo (Lyon), Bertrand Jullien (Paris).

Après la déclaration des 22 avocats, « ouvrant les dossiers », le vide complet de ceux-ci se confirme, et les soi-disant preuves que le juge Gallut exhibe (présence de soldats portugais expliquant leur lutte à des meetings, diffusion de tracts par des militants allemands) ne font que le confirmer.

Par contre, du côté de la hiérarchie militaire (déclaration du Général Lagarde à Clermont Ferrand) le ton est quelque peu différent des affirmations tonitruantes de Bigeard. Après avoir repris la thèse selon laquelle « il y a une réelle entreprise de subversion conduite par des groupuscules irresponsables »,

langage que ne renierait pas Marchais, Lagarde fait la distinction avec le mouvement d'idées « de certaines familles politiques qui estiment que des structures plus participatives que celles existant actuellement, doivent être mises en œuvre au sein de l'institution militaire ». Pour Lagarde, commandant en chef des forces françaises en Allemagne et dont les propos sont certainement posés, il s'agit donc d'un problème relevant du Parlement. Que ces messieurs de la « gauche » se rassurent donc, leur refus de défendre les militants poursuivis leur vaut donc d'être blanchis par Lagarde lui-même.

Il reste que les informations ouvertes en Cour de Sûreté, malgré leur vide, se poursuivent, que les attaques contre les libertés acquises par la classe ouvrière ont sauté allègrement la soi-disant trêve des fêtes. Plus que jamais, la mobilisation pour exiger l'arrêt de toutes les poursuites, pour les libertés démocratiques, est nécessaire.

E. BRÉHAT

LIBÉRATION DES LOYERS RÉGLEMENTÉS DE LA CATÉGORIE II A

Au premier janvier, une nouvelle tranche de loyers réglementés s'appliquant aux immeubles anciens de la catégorie II A de province sera libérée. Ceci concerne 26 000 logements (bénéficiant de la loi de 48, réglementant les loyers) dont les locataires vont être soumis au bon vouloir de leurs propriétaires. On parle également de rendre libres les loyers de la tranche II B. La libération des loyers, ça signifie pour les locataires une augmentation des loyers à la discrétion du propriétaire. Seuls les locataires âgés de plus de 65 ans continueront à être protégés par la loi de 1948. Pour les autres, voici ce qu'en dit Morel, président de la chambre parisienne des propriétaires « si un locataire vit dans un appartement au-dessus de ses moyens parce

qu'il a eu le privilège de la loi de 1948, je ne vois pas du tout pourquoi on le maintiendrait et on lui donnerait un droit intangible ». Autrement dit, feu vert pour les hausses de loyers et les expulsions.

QU'EST-CE QU'UN II A ?

C'est un immeuble ancien construit avant 1939, mais de bonne qualité, disposant d'un ascenseur s'il a plus de trois étages, d'un chauffage central, d'une salle de bains pour 3 chambres. C'est-à-dire que ce sont des logements de trop bonne qualité pour des locataires de faibles revenus ; la libération des loyers c'est en fait, la libération des immeubles anciens de bonne qualité de leurs occupants non bourgeois.

5,7 % D'HABITANTS EN PLUS DEPUIS 68 EN FRANCE

Les premiers résultats du recensement de février viennent d'être publiés au Journal Officiel. La population de la France compte d'après ce recensement 52 658 243 habitants, soit 5,7% de plus qu'en 68. Ces données brutes expriment grossièrement les transformations qui se sont opérées en France ces dernières années. L'exode rural s'est poursuivi, les villes qui augmentent leur population le doivent en partie à cet apport : Montpellier + 13% ; Rennes, Dijon,....

Dans plusieurs grandes villes la population a diminué notamment à Paris, Lyon, Lille, Bordeaux... La décroissance de la population parisienne s'est accentuée : avec 2 317 000 habitants, Paris compte 11,1% d'habitants en moins par rapport à 68, 23% par rapport à 54. Même phénomène à Lyon où la population a décliné de 13,3% depuis le dernier recensement. L'analyse confirmera certainement que l'exode des populations de ces villes touche en premier lieu les travailleurs, chassés par l'augmentation du prix des loyers.

« 3 KILOS DE CLÉMENTINES POUR METAL PLASTIQUE 1 »

« Ouvriers actifs, chômeurs, jeunes, ménagères, tous unis contre le chômage ». La grande banderole rouge du Comité de lutte contre le chômage de Montrapon brillait au soleil sur la grande place du quartier. Différentes affiches et panneaux expliquaient les vrais responsables du chômage : le capitalisme. Le Comité de Montrapon organisait à la veille des fêtes une vente de fruits à prix réduit. Les travailleurs sont prêts à faire des sacrifices pour que leurs enfants passent de bonnes fêtes, la bourgeoisie le sait et en profite bien. C'est donc une discussion animée qui s'est engagée avec les travailleurs du quartier à l'occasion de cette vente : « cela montre qu'on peut acheter à d'autres prix, qu'il y en a qui s'en mette dans la poche, et que ça n'est pas les petits producteurs » nous dira une femme de 78 ans au cours du porte à porte que nous avons organisé la veille. « 3 kilos de clémentines pour Métal Plastique » demandera une jeune fille. Les travailleuses de cette usine qui menace de licencier tout le personnel, habitent le quartier, et connaissent bien le comité. Après le succès de cette intervention le soir, le comité a organisé plusieurs ventes à la sortie des usines du quartier.

Le C.L.C.C. de Montrapon

C'EST LA GUERRE DE POSITIONS CHEZ ESSWEIN-THOMSON !

La direction continue de poser comme préalable à de nouvelles négociations la «libération» de l'usine toujours occupée. Bien entendu, un tel ultimatum n'est pas acceptable pour les ouvriers grévistes. Déjà le vote d'avant Noël organisé par la CGT et la CFDT pour décider de la suite de l'action «remet en cause, preuve à l'appui, celui organisé par la direction» et traduit manifestement le caractère de classe du conflit : sur 1 293 inscrits et 1 116 votants, les QS et les P1 se sont exprimés par 636 voix en faveur de la grève, tandis que chez les employés, techniciens et agents de maîtrise, la proportion en faveur de la poursuite de la grève est bien plus faible (74)... Sur la base de ce scrutin des contacts avaient repris avec la direction pour remettre en discussion les propositions patronales (3 % au 1^{er} janvier récupérable sur l'échelle mobile annuelle, prime d'ancienneté, annulation des jours de récupération en suspens...) et leur opposer : diminution des cadences sur les postes dépassant le coefficient 100,

majoration pour le personnel n'ayant pas eu de promotion dans les 5 dernières années, refus total des récupérations, paiement (dès 76) des veilles de fêtes de fin d'année, et une échelle mobile des salaires sur la base de 3 % d'augmentation garantie et 2 % de rattrapage programmé de pouvoir d'achat (le tout en moyenne pondérée des salaires de l'usine)... Depuis la communication de ces points, les contacts sont rompus de nouveau !

Dans cette situation, la CGC appelle les cadres, techniciens, administratifs à se présenter à l'entrée de l'usine pour «affirmer leur volonté de travailler, malgré le non-respect de la liberté du travail». Selon les cadres, «l'entreprise risque, à brève échéance, d'être dans une position dangereuse... Notre outil de travail doit absolument être sauvegardé. Il s'agit de notre avenir à tous» ! Tandis que le PCF et le PS ne font absolument rien pour populariser le mouvement et aident à installer l'isolement des grévistes.

Malgré ces manœuvres et la menace qui plane toujours, d'une intervention policière, les grévistes ont fêté Noël dans la salle de la cantine, dans l'usine occupée, avec leurs familles, dans la dignité. Au seuil de

l'année 76, alors que leur lutte continue, les camarades d'Esswein-Thomson attendent des autres usines du trust (Brandt, CSF, B.E., Thomson...) la solidarité !

correspondant local



GARGENVILLE "maintenant, j'ai deux cartes, celle du PCF et celle de chomeur"

Non à Gargenville, ce matin, ce n'est pas la soumission qui domine. Immigrés pour la plupart, les 200 travailleurs de

Borrie qu'on a licenciés, après être allés une dernière fois devant le chantier qu'ils occupaient la semaine dernière, se retrouvent

au foyer Sonacotra où ils sont logés. Borrie vient de les licencier au bout de 22 mois de travail à la cote - 150 dans des conditions de sécurité telles qu'il y a eu, dans cette période plus de 120 accidents.

«Borrie nous licencie parce que la Geo-Stock qui lui avait commandé les galeries ne veut plus financer les travaux et pourtant de l'argent, il y en a chez Geo-Stock. C'est un groupe créé par Elf, Esso et CFP...». Trouver une solution, gagner, c'est la question que les mineurs, venus du nord parce que les puits fermaient, et ceux du haut se sont posés depuis deux mois. A Gargenville comme dans tout le département des Yvelines, il n'y a pas de reclassement possible. Et aujourd'hui, ils accusent la CGT locale et les délégués qui lui ont obéi ; ils l'accusent d'être responsable de l'échec qu'ils subissent aujourd'hui. Après avoir occupé le chantier, on leur a demandé de retourner chez eux pour que des négociations aient lieu. Pendant 11 jours, ils ont attendu, venant chaque matin aux nouvelles. «Il n'y avait rien». «Et puis ce matin, dit Brahim, les délégués nous ont dit : «allez demander votre compte au patron, il n'y a plus rien à faire...». Sous le ciel enfumé par les cimente-

ries, ils s'en sont allés chez le patron. Mais que ce soit devant le chantier où ils discutent par petits groupes, ou au foyer, l'air grave, ils tirent des leçons de ce qu'ils ont vécu : *«Borrie a fait voter, c'est sûr, et puis nous avons commencé trop tard la lutte, il fallait occuper tout de suite, faire du soutien, mais surtout ne pas écouter ce que l'Union Locale racontait. Nous nous sommes fait bernier. Mais aussi ce qu'il faut dire, c'est qu'on ne s'attendait pas à cela, ce n'est pas normal. Nous avons cru le PCF quand il est venu pour soutenir, mais maintenant nous savons : il n'est pas avec les ouvriers...»*

Messieurs les révisionnistes, vous étiez triomphants la semaine dernière. Pendant que vous faisiez pourrir la lutte, on pouvait lire dans les colonnes de l'«Humanité» : *«62 cartes à Gargenville, ou comment gagne-t-on une entreprise... !»* Vous vous dites le grand parti de travailleurs, mais savez-vous ce qu'en pensent Brahim, Hamed et la majorité de ces adhérents dont vous êtes orgueilleux. Savez-vous ce qu'a fait Hamed ? Il a déchiré sa carte. Et Brahim, que dit-il ? *«Maintenant, j'ai deux cartes, celle du PCF et celle de chômeur !»*

Claude Villard

conte vietnamien

LE PEIGNE D'IVOIRE

Et comme si ses bras ne suffisaient pas, elle tendit ses jambes en accrochant ses pieds l'un après l'autre, pendant que ses petites épaules tremblaient. Les assistants étaient si émus que beaucoup ne purent retenir leurs larmes. Quant à moi, j'étouffais presque. L'idée me vint de proposer à Sau de rester encore quelques jours. Mais c'était difficile. Nous ne savions pas si nous devions aller nous regrouper au Nord. Il fallait être là le jour convenu pour recevoir les ordres et nous tenir prêts. C'était donc bien le moment de partir. On entoura l'enfant pour la consoler. Sa mère lui dit :

— Thu, ma petite. Laisse papa s'en aller. Quand le pays sera réunifié, il rentrera vivre avec nous. Sa grand-mère lui caressait les cheveux :

— Ma petite fille est bien sage. Elle va laisser papa partir. Et quand il reviendra, papa lui achètera un peigne.

L'enfant embrassa de nouveau son père en disant entre deux sanglots :

— Quand tu rentreras, tu m'achèteras un peigne, n'est-ce pas, papa ?

Et elle se laisse retomber lentement à terre.

Puis, nous retournâmes dans la zone Ouest. Nous n'étions pas sur la liste de regroupement. Les années 54-59 furent difficiles, comme chacun sait. L'administration américano-diémiste pourchassait et assassinait sauvagement les anciens combattants de la résistance. Nous devions nous réfugier dans la forêt. Sur la vie que nous y avons menée, j'aurais de quoi vous entretenir pendant des journées entières. Certaines nuits nous avons été encerclés par les commandos ennemis jusqu'à trois fois de suite. Il nous arrivait de manger des feuilles, faute de riz. Mais laissons tout cela pour revenir à l'histoire de mon ami et de sa fille. La nuit dans la forêt, couché dans son hamac sous un dais de nylon, Sau pensait à l'enfant et avait des remords pour l'avoir battue. Un jour que nous étions en train d'échanger des réflexions à mi-voix, il se leva brusquement :

— C'est le moment. On va quelquefois à la chasse à l'éléphant dans cette forêt. Il faut que je fasse un peigne en ivoire pour la petite.

Et il chercha un moyen pour se procurer un morceau d'ivoire. Une bonne occasion se présenta. Pour faire face à la pénurie de nourriture, le groupe résolu d'organiser une grande chasse, non pas avec des fusils, mais avec des flèches empoisonnées, car il fallait garder le silence dans la forêt. A vrai dire, les chasseurs n'avaient pas l'intention de tuer un éléphant, mais le hasard les mit en

présence d'un éléphant. Certains voulaient l'épargner, mais Sau décida de l'abattre. Avec un camarade, il se mit à l'affût dans un fourré. Et quand l'animal arriva en piétinant la végétation, ils lui envoyèrent deux flèches juste dans les yeux.

Je me souviens encore de ce soir-là. C'était après une journée de pluie dans la forêt, l'eau était encore restée sur les feuillages et la forêt étincelait de leurs reflets. Je travaillais sous un dais de nylon, quand j'entendis brusquement un appel.

Du sentier qui pénétrait dans les profondeurs de la forêt, Sau accourait, haletant, la main brandissant un morceau d'ivoire, ravi comme un enfant.

Puis, il prit la douille d'une cartouche américaine de 20 mm, l'aplatit et en fit une petite scie. Après quoi, il entailla le morceau d'ivoire en tranches minces. Dans ses moments de loisirs, il s'occupait à dégager les dents du peigne une à une avec sa scie. Il exécutait ce travail avec précaution, délicatesse et minutie, comme un orfèvre. J'aimais bien, je ne sais pourquoi, rester à le regarder faire et je me sentais heureux en voyant la poussière de l'ivoire retomber à ses pieds.

Chaque jour, il arrivait à détacher quelques dents et bientôt le peigne fut achevé. Il avait un peu plus de dix centimètres de long et un centimètre et demi de large : un peigne de jeune fille, avec une rangée de dents clairsemées pour démêler une longue chevelure. Sur le dos se trouvaient quelques mots que Sau avait patiemment gravés trait par trait : «A ma fille Thu, affectueusement. Papa». Sans avoir encore passé sur les cheveux de sa fille, ce peigne d'ivoire a cependant servi à démêler dans une certaine mesure son cœur de père. Il le prenait la nuit, quand il pensait à sa fille, et le repassait sur ses propres cheveux pour lui donner plus de poli. En le regardant, il souhaitait encore davantage revoir l'enfant. Mais un malheur arriva. Un jour en fin 58 - nous n'avions pas encore, à l'époque, repris la résistance armée - Sau tomba au cours d'une grande opération de nettoyage des Américano-diémistes. Une balle envoyée par un avion yankee lui traversa la poitrine. Dans ses derniers instants, il prit le peigne dans sa poche et me le donna en me regardant un long moment. Je ne saurais décrire ce regard, mais maintenant encore il m'arrive par instants de revoir les yeux de Sau :

— Je remettrai ce peigne à la petite, murmurai-je à ses oreilles. Alors seulement il ferma les yeux et nous quitta.

(à suivre)

Valence :

320 licenciements à la Boulonnerie Calibrée

Cette usine qui travaille pourtant pour un «secteur de pointe» (pièces de haute technicité pour l'automobile) fait parler d'elle depuis le 28 juillet 1975 : 320 personnes (dont 80 femmes) travaillent avec de très bas salaires. La moitié du personnel gagne moins de 1 500 F par mois. L'inspecteur du travail qui faisait une visite de routine sur les conditions de travail n'a pu que déclarer : «Maintenant que j'ai vu, j'ai compris». C'est dire les conditions de travail !

D'après le délégué CFDT, «on passe sans raison du travail de la journée, au travail en équipe».

Donc, le 26 juillet, on découvre un trou de 2 milliards. Le 28 juillet, il y a nomination d'administrateurs judiciaires. Le 8 septembre : baisse des horaires sans compensation de salaire. Le 26 septembre : dépôt de bilan !

Ce n'est pourtant pas le travail qui manque, puisque le 12 novembre, l'horaire passe à 43 H pour compenser les retards de fabrication...

Mais «la gestion est mauvaise», dit-on et c'est bien sûr les travailleurs qui doivent en faire les frais, alors qu'un organisme de «réorganisation de société» a touché 9 millions pour trois mois, en début d'année pour sauver la mise.

Et voilà que le vendredi 19 décembre, au cours d'un Comité d'Entreprise extraordinaire, les représentants de l'administrateur annoncent aux délégués que «chaque travailleur recevra une lettre de licenciement avant le 25 décembre». Beau cadeau de Noël !

Dès réception de cette lettre de licenciement, les travailleurs ont organisé une manifestation dans les rues de Valence, la veille de Noël. Malgré les fêtes, la lutte commence pour la garde de l'emploi !

correspondant local

bloc-notes

télévision

NOËL ET LA «MAGIE» DES JOUETS...

Si aujourd'hui vous allez dans un grand magasin pour acheter un jouet à votre gosse... dépêchez-vous ! Vous aurez bien du mal à trouver son bonheur dans le grand chambardement que constitue le démontage du rayon de jouets de Noël. Et puis les démonstratrices et les employées sont éreintées ; elles ont travaillé six jours par semaine, plus les heures supplémentaires dans des conditions les jours d'affluence extrêmement fatigantes : « je n'ai pas fait de réveillon, me dit une vendeuse, j'étais bien trop fatiguée ». Mais si les démonstratrices qui sont employées directement par les fabricants sont « intéressées » au chiffre d'affaire que leur rayon réalise, les vendeurs payés par les grands magasins ne touchent pas le tiers de la paye d'une démonstratrice durant décembre.

Il est encore trop tôt pour se faire une idée précise sur les résultats 75 de la vente des jouets. Selon que vous interrogez un chef de rayon ou une vendeuse, on vous répondra que les ventes furent particulièrement bonnes ou en régression par rapport à l'année 74. Cependant, un certain nombre d'indices sont intéressants à noter : ainsi cette année, le gros succès est allé aux jeux et jouets ayant fait l'objet de publicité à la télévision ; soit lors des flashs publicitaires payés par les fabricants et les grands magasins (Spirograph, poupée Égé, jeux Fernand Nathan...), soit qu'ils

aient trait à des personnages vedettes des émissions enfantines (Nestor le pingouin, Grosminet, Titi, Kiri le clown, etc.). Les publicitaires avaient déjà remarqué combien les enfants retenaient bien les images des spots publicitaires de la télé, mais jusqu'ici les publicités



de jouets à la télé n'étaient pas permises ; sans doute que les craintes sur « la relance » aidant, les rigueurs de la censure publicitaire se sont adoucies !

Certes les prix sont élevés et même souvent scandaleux quand on regarde de plus près la qualité des jouets mais comme nous le faisait remarquer une vendeuse « les ouvriers font le maximum pour les jouets des enfants, malgré leur difficulté financière... Il n'y a qu'une fois Noël dans l'année, et on ne sait pas ce que nous réserve l'avenir ». Mais les parents se

heurtent à une autre difficulté : comment choisir un jouet qui ne soit pas trop abrutissant pour les gosses ?

« Au départ, vous avez une voiture, un peu d'argent et vous faites tourner la roue du destin ; vous faites des achats, devenez actionnaire et spéculer... et comme dans

la vie, la chance vous sourit ou non... le vainqueur sera millionnaire et les autres philosophes... » (extraits de la règle du destin chez Miro). Le rayon des « jeux de société » est sans doute le plus significatif de la société dans laquelle nous vivons. Sans parler du Monopoly qui, lancé dans tous les pays du monde durant la grande crise des années 30, n'a cessé depuis lors de connaître le succès, de très nombreux jeux développent l'idéologie d'arrivisme propre au sens des affaires... capitalistes. Citons pour exemple le « Long cours » : « le jeu consiste à

naviguer aux quatre coins du monde pour acheter des marchandises, afin de les revendre avec bénéfice... le but poursuivi est d'acquiescer avant les autres une fortune... le vainqueur dépouille le vaincu de son portefeuille ». Dans le même style, les parents ont pu aussi acheter le jeu du « Marketing »... sans commentaire, ou bien encore « Chef d'œuvre » où il s'agit de « tirer lors des transactions en vente aux enchères le maximum de profit » mais le problème, c'est qu'il y a : « parmi d'authentiques chefs d'œuvres... des copies sans valeur... » qu'il faudra arriver à refiler !

Mais plus remarquables encore sont les jeux qui font allusion directement à des problèmes d'actualité. Ainsi, ce n'est sans doute pas par hasard si le plus gros succès de l'année 75 chez Fernand Nathan s'intitule cette année : « A la conquête des richesses du monde », ce « jeu éducatif » nous renseigne sur les richesses du sous-sol de chaque pays, de quoi être sûrement bien armé pour suivre les travaux de la Conférence Nord-Sud ! Étonnant aussi le « Méditerranée », « jeu de haute stratégie », est-il signalé sur la boîte : « quatre grandes capitales se disputent la suprématie du bassin méditerranéen... le but est d'occuper les capitales ». Du même fabricant « Risk » : jeu mondial de la stratégie où il faut conquérir avec ses armées, le territoire des adversaires. Voilà pour

tous les grands bouleversements du monde actuel, de la lutte des peuples du Tiers Monde aux menaces que font peser les deux superpuissances. Mais la politique répressive de notre bourgeoisie n'est pas de reste, et ses appels à la délation seront soutenus ! Jugez en plutôt : Enigmaca : « Le coupable est dans la ville, identifiez-le, arrêtez-le ! ». On note certaines nouveautés dans le domaine des jouets très prisées par les fabricants. En plus de la traditionnelle panoplie du motard, un « costume » de garde-mobile CRS était cette année présentée à vos enfants tandis qu'aux rayons des autos miniatures, on pouvait acheter « coup de poing » : une voiture de flics, un motard, le panier à salade, un inspecteur de police en civil, deux flics braquant leur mitraillette sur un suspect, le tout pour 30 F !

Quand on sait que plus de 80 % du chiffre d'affaire total sont réalisés entre les mois de novembre et de janvier, on comprend l'attention qu'apporte les fabricants à utiliser au maximum l'écho que peuvent avoir les faits d'actualité pour « réussir » leur saison.

Mais les fêtes sont bientôt passées, place à la saison du « blanc » déjà partout présente sur les affiches des murs de la ville, les jouets, eux, regagneront leurs rayons habituels...

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

LIEVIN DÉCEMBRE 1974

Le jour des obsèques, dans aucun bassin de France, les mineurs ne descendent. Dans les Cévennes, la grève totale des mineurs de fond, est largement suivie au jour. A Carmaux, dans le Tarn, à Decazeville, dans l'Aveyron, plusieurs milliers de personnes, de nombreux mineurs et leurs familles, manifestent dans la rue pour exiger la sécurité dans les mines.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, tout le pays minier vit au ralenti. Les autocars des Houillères qui sillonnent habituellement la région, sont restés dans leurs garages. Liévin est une ville morte. Tous les commerçants ont baissé leurs rideaux jusqu'à midi. La population du pays minier partage la douleur des familles.

LIEVIN QUADRILLÉ PAR LA POLICE

Les mineurs veulent rendre un dernier hommage à leurs camarades tués au fond de la fosse 3. Les 2 jours précédents, des dizaines de milliers de per-

sonnes, des familles entières, ont défilé devant les cercueils, dans la grande salle de la mairie de Liévin, et signé le registre. Ce matin du 31 décembre, ils veulent rendre un dernier hommage aux camarades, bien avant l'heure officielle, ils arrivent en rangs serrés, à pied, en voiture, en car qui affluent de tout le bassin minier en direction de la mairie de Liévin, et ils se heurtent à un important service d'ordre. Dès 5 heures du matin, des contingents de CRS ont pris place aux entrées de la ville, ne laissant entrer, jusqu'à l'heure des obsèques, que les voitures munies d'un laissez-passer spécial délivré par les Houillères. Liévin, ville en deuil, était aussi une ville assiégée, sur ordre de Monsieur Poniatowski.

Une femme, en habit de deuil, venue avec sa famille, proche parente d'un mineur tué, pleurait : « Voici 3 fois que nous sommes repoussés à un barrage de police ».

Ceux qui peuvent passer les barrages et s'approcher du lieu de la cérémonie sont maintenus à distance par des barrières gardées par la police dans

la rue conduisant au parvis de la mairie. A plus de 100 mètres de la mairie, on ne peut plus passer, là encore il faut un laissez-passer spécial des Houillères : la masse des mineurs n'a pas le droit de s'approcher.

L'enterrement même est la propriété des Houillères, comme les corons, les églises, et la mine. Aux mineurs qui faisaient la haie d'honneur autour des cercueils de leurs camarades, la direction des Houillères avait d'ailleurs donné la consigne de rendre les bleus neufs prêtés

pour la cérémonie... Les barrières, les barrages de police conduisent ainsi des milliers de mineurs, découragés à rebrousser chemin. Tout Liévin est quadrillé par les CRS. Et les affiches collées massivement la veille, sur les murs de la ville, par la fédération du Nord-Pas-de-Calais du PCR (ml), pour dénoncer la venue du premier ministre comme une opération démagogique ont été systématiquement arrachées. Les inscriptions : « Houillères assassins ! », dans les co-

rons ont été également effacées, pour la plupart, la nuit, par des employés des Houillères.

« UN ENTERREMENT POUR CES MESSIEURS, PAS POUR LES MINEURS »

Tout a été fait par l'Etat, ses représentants, sa police et la direction des Houillères pour que la cérémonie se passe loin de la masse des mineurs dans un périmètre réservé.

Là, devant les cercueils et les familles, durant plus



d'une heure, les personnalités, le premier ministre en tête, vont pouvoir paraître... en direct à la télé, avec retransmission assurée, dans toute la France. Chose inhabituelle. Les mineurs présents ne sont pas dupes : « Nous sommes venus pour enterrer nos morts, mais cet enterrement, c'est un enterrement pour ces messieurs, pas pour les mineurs », cette réflexion est revenue souvent chez ceux qui étaient venus jusqu'ici. En passant devant la fosse 3, avant de se rendre au lieu

de la cérémonie, ils avaient pu mesurer tout le cynisme de la direction des Houillères : dès le lendemain de la catastrophe, elle avait fait apposer sur le portail de la fosse 3 cette inscription qui, peut-être, pour les Houillères, tenait lieu de condoléances :

« Les corps des victimes sont à la mairie. Les ouvriers occupés à la fosse 3 doivent se présenter à la fosse 4 pour y être occupés. Voir le placement du personnel qui est affiché à la lampisterie fosse 3 ».

Pas de répit pour la course au profit.

C'est sous une longue tente noire dressée par l'armée, que les familles des victimes ont pris place, elles sont arrivées quand il faisait encore nuit : devant une double rangée de cercueils, face à l'hôtel de ville, ils sont encadrés par une garde d'honneur : 150 mineurs des fosses 19, 4 et 3 de Lens, le visage dur, sous le froid, la pluie et le vent, leur tenue de cérémonie à eux c'est une tenue de travail, avec le bleu de chauffe, le mouchoir au cou, et le casque blanc, surmonté de la lampe de fond. 4 mineurs marocains encadrent le cercueil de Ahmed Ben Lahcen, 15 ans de fosse. Des mineurs sont venus d'Espagne, de Marcinelle, en Belgique, où une catastrophe fit 260 morts le 8 août 56, de la Loire, de Lorraine...

programme

MARDI 30 DÉCEMBRE	
TF 1	
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	Michel Strogoff
20 h 30	MICHEI. STROGOFF
22 h 10	IL Y A 100 ANS 1875
23 h 10	JOURNAL et fin
A 2	
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS
22 h 00	RENDEZ-VOUS AVEC EMILE PETIT
23 h 15	JOURNAL et fin
FR 3	
18 h 55	JOURNAL
19 h 00	pour les JEUNES
19 h 40	TRIBUNE LIBRE
19 h 55	JOURNAL
20 h 30	LES REVOLTES DU BOUNTY
23 h 20	JOURNAL et fin
MERCREDI 31 DÉC	
TF 1	
19 h 20	ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45	CES ANIMAUX QU'ON APPELLE DES BÊTES
20 h 30	MARIE-ANTOINETTE
22 h 00	REVUE DE FIN D'ANNÉE
0 h 15	FESTIVAL FRED ASTAIRE
A 2	
18 h 30	JOURNAL
18 h 40	LE PALMARES DES ENFANTS
19 h 20	ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45	Y'A UN TRUC
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	LES BRANQUIGNOLS
22 h 10	LES ROBINSON SUISSES
23 h 10	VARIÉTÉS DU BRÉSIL
23 h 40	L'AN 2 SUR L'A2
FR 3	
19 h 55	JOURNAL
20 h 00	LES PETITS PAPIERS DE NOËL
20 h 30	LE BARBIEK DE SEVILLE
22 h 50	PAR LA FENÊTRE D'EN HAUT
24 h 00	LES 12 COUPS DE MINUIT
0 h 05	JOURNAL et fin
<p>Programme bien pauvre que la télévision présente aujourd'hui pour ses soirées. Ce festival que devaient être les programmes pour les fêtes se réduit pour commencer à deux feuilletons d'après Jules Verne, dont l'un en comédie musicale ! Il y a bien sur FR 3 « Les révoltés du Bounty », superproduction de la MGM. Partant d'un fait historique - la mutinerie de l'équipage d'un navire de guerre anglais, à la fois contre la férocité des maîtres de bord, et contre le règlement intérieur de la marine anglaise. Milestone a surtout cherché l'exotisme, l'aventure et les belles images. Le plus remarquable est sans doute la reconstitution de ce navire du 18^e qu'était le Bounty.</p> <p>C'est peut-être dans l'émission de Claude Santelli, à 22 h sur A2, consacrée à un vieux musicien d'un village de l'Oise et à la fanfare qu'il anime, qu'il faudra chercher de l'inédit pour cette soirée.</p>	

DANS NOTRE COURRIER

un mineur nous écrit :

« DES LE DÉBUT NOUS AVIONS SU FAIRE FACE... »

Au début du siècle, il n'y a pas si longtemps, une industrie nouvelle naissait, qui proposait de tirer de leur misère paysans, ouvriers, chômeurs : les Houillères.

Combien de sang versé, de membres mutilés, de poumons emmurés pour en arriver à une pseudo-nationalisation qui a remplacé les patrons par l'Etat-patron, l'Etat des trusts.

La main d'œuvre ne valait pas cher, il fallait simplement passer une visite médicale ou des médecins à la solde de l'exploiteur vous reconnaissaient bons ou non pour le service, ce qui voulait dire 37 ou 40 ans de bagne, où la sueur, le sang, la présence constante de la mort écrasé sous des blocs de pierre à plusieurs centaines de mètres sous terre, était le lot quotidien.

Chez les mineurs, pas question de racisme, car devant l'effort de chaque jour où il fallait produire de plus en plus et de plus en plus vite, où la seule minute d'inattention vous faisait risquer la mort, ouvriers français, polonais, marocains, italiens, belges, étaient unis comme des frères face au patron despote et aux éléments naturels. « Pas de travail, pas de pain, produits ou crèves » ! Là, sur le tas, se créèrent vite les liens de l'internationalisme prolétarien.

Déjà, ils étaient tous unis dans la grève du 1^{er} mars au 2 avril 1920. Les slogans des patrons, de leurs gardes-chiourme, porions, ingénieurs, chefs-porions, étaient : « vous ne travaillez pas, vous n'aurez pas à manger ». Cette grève sauvage fut provoquée par de jeunes mineurs : la vie augmentait, les cadences étaient plus rapides, les salaires ne bou-

geaient pas. Les femmes participèrent au mouvement, défilèrent dans les cités pour inciter à la grève. Il n'était pas rare de voir les femmes donner l'exemple. Plusieurs d'entre elles ont été arrêtées pour entrave à « la liberté du travail » et condamnées.

Bien sûr, la combativité du mineur est légendaire. Il l'a prouvé bien des fois face au patron, à l'Etat et à l'occupant nazi. Il peut tenir dans la lutte à coups de privations, en mangeant des pommes de terre à l'eau pendant des semaines.

Il est bien évident que l'industriel et l'Etat ne discutent pas avec la classe ouvrière : ils préfèrent l'attaquer. La répression patronale fut très brutale lors de ces longs jours de lutte. Ils faisaient charger leurs chiens, ou les gardes-mobiles, ou bien ils attaquaient par personnes interposées, par les « renards » (les jaunes qui s'infiltraient dans les groupes de mineurs en lutte). Puis vint l'approfondissement de l'appareil de répression : retrait des droits, licenciements, en particulier des ouvriers d'avant-garde, lock-out.

Mais dès le début, les patrons furent obligés de laisser tomber des miettes de leur repas : c'est ainsi par exemple qu'ils ont construit les maisons des mines où ils ont parqué par cités les différents groupes raciaux. Rassembler les travailleurs, c'était pour les patrons des Houillères favoriser la pénétration des idées révolutionnaires. Il fallait à tout prix les séparer, créer un climat de révolte raciale. Les directeurs des compagnies minières s'y employèrent. Ils disaient « ce qui importe dans l'immigration, c'est l'adaptation et non l'assimilation ». Les mineurs surent déjouer ces projets.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8 h. 30 à 13 h.

Plusieurs lecteurs nous envoient des poèmes qu'ils ont écrits à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat des 42.

LIEVIN

Soixante-quatorze finissant
Aux jours du bout de l'an
Quarante-deux ouvriers
Quarante-deux mineurs
Quarante-deux travailleurs
Quarante-deux assassinés
Dans la roideur de l'hiver
Les os des arbres ont frissonné
Au coup venu de dessous terre
Au coup mortel du grisou
Parce que la sécurité
Les messieurs de la mine
Ne veulent pas la payer
Parce que la sécurité
Ca ne fait pas de charbon
Le Capital assassine
Et trichent les porions.

Vengeance, Vengeance
Tous les mineurs de France
Crachent leur silicose
Et leurs corps mutilés
Et leur vie abrégée
Au visage du Capital
Vengeance, Vengeance
Pour les quarante-deux
Gueules noires, Gueules noires.
Le bruit des rivelaines
Dit notre haine

Des assassins
Gueules noires, Gueules noires
Dans le grondement des haveuses
Il y a l'exploitation honteuse
De vos bras arrachés
Il y a l'explosion des colères
Qui monte de dessous terre
Gueules noires, Gueules noires
Proletaires
Il est temps de conquérir la terre

Nous nous unissons
Nous nous préparons
Tremblent les assassins
Partout où meurent
Les travailleurs
Victimes du profit
Nous nous unissons
Nous nous préparons
Pour la Révolution.

D.P.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



janvier 1976 - victoire des LEP - pas de licenciements

1976	janvier					le quotidien du peuple
lun	5	12	19	26		
mar	6	13	20	27		
mer	7	14	21	28		
jeu	1	8	15	22	29	
ven	2	9	16	23	30	
sam	3	10	17	24	31	
dim	4	11	18	25		

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Durant la période des fêtes, comme pour l'ensemble de la presse, le nombre de Quotidiens du Peuple en kiosques est réduit. Cette réduction sera effective du 26 décembre au 2 janvier inclus. Par contre, le nombre de journaux sera augmenté dans les kiosques des gares la même période.

LES LECTEURS EN DEBATTENT ... LES LECTEURS EN DEBATTENT ... LES LECTEURS EN DEBATTENT ... LES LECTEURS EN DEBATTENT ... LES LECTEURS EN DEBATTENT ...

Nous vous envoyons quelque réflexion à propos de l'émission « OS à Mulhouse » et de la soi-disant « revalorisation du travail manuel ».

C'est dans les entreprises américaines et suédoises (Volvo) que les expériences les plus poussées ont été faites. Les patrons de ces firmes s'étaient rendus compte que la taylorisation excessive - qui décompose le processus de travail en opérations de plus en plus brèves (jusqu'à 20 secondes), indéfiniment répétées par le travailleur, et qui asservit les ouvriers à un rythme commandé par la machine ou la chaîne-faisait par avoir plus d'inconvénients que d'avantages : un absentéisme très élevé (jusqu'à 1 jour sur 5, chez Fiat), une instabilité de la main d'œuvre (obligeant certains patrons à renouveler 80 % de leurs effectifs, chaque année), la multiplication de la surveillance et de l'encadrement (régisseurs, chronos, petits chefs, etc...) notamment.

D'où les nouvelles tentatives d'organisation du travail comportant les éléments suivants : suppression des chaînes gigantesques au profit

d'ateliers de moins de 50 ouvriers, avance de la chaîne commandée par le travailleur et non automatique, affectation à chaque ouvrier d'un travail plus varié, susceptible de durer 1/4 H., 1/2 H. ou plus, plus grande souplesse des horaires - pourvu que le travail soit fini - et en conséquence, suppression de la plupart des surveillants improductifs.

Or le résultat est là : selon les capitalistes eux-mêmes, ces méthodes s'avèrent plus rentables, l'absentéisme et la rotation diminuant fortement, tandis que le rendement augmente. C'est d'ailleurs compréhensible : n'est-il pas plus supportable de travailler sur une mini-chaîne qu'on fait avancer son rythme, sans être astreint à faire le même geste toutes les 20 ou 30 secondes, et sans avoir 36 surveillants sur son dos ?

Dans les premiers numéros du Quotidien du Peuple, il y a une série d'articles sur la question, à partir de Peugeot Mulhouse. Mais il est clair que le système Peugeot-Mulhouse n'est qu'une pâle caricature des expériences suédoises et américaines. C'est pourquoi, il ne faut pas

se limiter à cet exemple pour fournir des armes contre des tentatives plus cohérentes du patronat français. Or celles-ci ne sont nullement une vue de l'esprit : à Douai, mais aussi au Mans, en réponse au malaise des OS, la régie Renault par exemple s'engage dans ce sens.

Aussi, après avoir regardé cette émission, il nous semble qu'il faudra revenir sur la question avec des camarades de Renault de façon moins générale, moins sommaire que vous avez pu le faire, et en prêtant une plus grande attention aux éléments sur lesquels le patronat cherche à s'appuyer pour duper les travailleurs. C'est seulement ainsi que le Quotidien du Peuple remplira son rôle d'éducateur de la classe ouvrière.

Cercle des lecteurs de l'INSEE Paris

Une émission qui arrive à point sur la « désaffection des français » pour le travail manuel ! Tout d'abord le speaker affirme que s'il y a tant de travailleurs immigrés

en France, c'est que les français n'aiment pas le travail manuel. Concluez vous même : si on change les méthodes de travail, on n'aura plus besoin de tous ces étrangers.

Puis, un OS d'une entreprise d'automobiles de Mulhouse nous raconte pourquoi son travail est inintéressant.

Fils d'ouvrier, il a d'abord tenté d'être menuisier, il aimait bien parce qu'il réalisait entièrement un meuble, et puis, pour faire une fenêtre il faut réfléchir. Attiré par un salaire plus élevé, il est donc entré dans cette usine qui compte 11 000 salariés. En 2 H. on lui a montré comment il fallait arrêter et mettre en route sa machine pour percer une pièce. Ce n'est qu'au bout de quelques temps, en faisant un tour dans l'entreprise, qu'il a pu se rendre compte à quoi était destinée cette pièce : à la boîte de vitesse. L'avancement ? il se fait sur des critères inconnus surtout sur l'appréciation du contre-maître.

Son travail ne demande aucune réflexion ni aucune responsabilité, il est lui-même une machine. A quoi il pense ? A ce qu'il fera le dimanche chez lui. Que propose-

til ? Eh bien que les ouvriers sachent à quoi servent les pièces qu'ils font, qu'ils montent entièrement la voiture du début jusqu'à la fin.

Bien sûr, il a entendu parler des expériences tentées chez Volvo et le responsable de l'émission ajoute « face à l'absentéisme de plus en plus fréquent, des entreprises comme Peugeot essaient de trouver une organisation du travail qui donne des responsabilités aux ouvriers ».

A Mulhouse, un secteur de l'usine est organisé selon ces principes mais, dit l'OS interrogé, les ouvriers se méfient, ils n'ont pas été consultés et puis, ce sont des postes réservés, c'est pas n'importe qui qui peut y être admis.

En conclusion, cet OS dénonce bien l'exploitation capitaliste, les aspirations des travailleurs à organiser leur travail, à en être responsables mais cette dénonciation est tout à fait apolitique, elle laisse entendre que les patrons font tout ce qu'ils peuvent pour améliorer le travail, lorsqu'ils constatent qu'une méthode ne va pas.

S.B. Dunkerque

international

L'EGLISE REPREND RADIO RENAISSANCE

suite de la page 1

C'est pour cette raison que le 29 septembre, le VI^e gouvernement (le même que actuellement) faisait occuper les locaux par l'armée. Devant la fraternisation entre les soldats du RIOQ (Régiment d'Intervention Opérationnel de Queluz) et les travailleurs de la station, les commandos d'Amadora intervenaient et gardaient les installations sur lesquelles des scellés étaient posés et qui était devenue silencieuse.

Le 21 octobre, 20 000 manifestants parmi lesquels plusieurs centaines de soldats réoccupaient l'émetteur. «C'est une victoire des ouvriers paysans soldats et marins» déclarait le présentateur. «Radio Renaissance est au peuple ; non à la bourgeoisie». Plus que jamais, face aux attaques contre le mouvement populaire, Radio

Renaissance redevenait «la voix des travailleurs». A l'antenne, information sur le mouvement des masses, communiqués de Commissions de travailleurs et de moradores, musique populaire et révolutionnaire se succédaient jusqu'au jour où - RADIO RENAISSANCE EST DYNAMITE -

Le 7 novembre, à 5h du matin, le Conseil de la Révolution ordonnait le dynamitage de Radio Renaissance «seule solution pour lui imposer le silence... car elle troublait l'ordre et la tranquillité publique». Les parachutistes qui participaient à cette opération, allaient le lendemain, la dénoncer comme «une provocation contre les travailleurs». L'ensemble du matériel émetteur situé dans la banlieue de Lisbonne est totalement détruit. Mais les

studios du centre de la ville étaient toujours occupés. Et les Commissions de travailleurs et de moradores lançaient une campagne de soutien pour la reconstruction sur le thème «un jour de travail pour Radio-Renaissance».

Ce sont ces émetteurs qui ont été repris par la GNR, et les travailleurs qui n'avaient pas participé à l'occupation ont repris leur poste.

C'est la première attaque de front contre le mouvement populaire civil depuis le 25 novembre, c'est le premier pas en vue de reprendre les acquis de la classe ouvrière et du peuple. Mais la date choisie (pendant la période des fêtes de fin d'année) montre quand même la crainte d'une riposte des travailleurs ; de l'ampleur de cette riposte dépendra la suite de la répression.



Manifestation réactionnaire à l'appel de l'Eglise

Albanie : ILJAS REKA, président de l'assemblée populaire est mort

Monsieur ILJAS REKA, président de l'Assemblée Populaire de la République Populaire d'Albanie, et membre de la commission de contrôle et de révision du Parti du Travail d'Albanie, premier secrétaire du comité du Parti du district de Lushnia, est mort, samedi 27 décembre 1975, à l'âge de cinquante et un ans, des suites d'un infarctus du myocarde. ILJAS REKA était une grande figure du combat mené par le peuple albanais pour l'édification du socialisme et de l'homme nouveau. ILJAS REKA avait un passé glorieux de valeureux partisan dans la lutte de libération nationale anti-fasciste. Le «Quotidien du Peuple», mesurant la perte subie par le peuple albanais avec la disparition du camarade ILJAS REKA, présente au Parti du Travail ses condoléances les plus profondes.

espagne des milliers de prisonniers politiques encore sous les verrous

On trouve dans la presse l'annonce de la libération de la moitié des prisonniers politiques espagnols : il faut ajouter et la précision est d'importance, que les chiffres sont donnés par le ministre de l'information ! A se demander pourquoi il y a encore des manifestations pour demander l'amnistie. En réalité, c'est par milliers que se comptent les prisonniers politiques en Espagne aujourd'hui.

La tâche à laquelle l'oligarchie espagnole s'applique, par l'intermédiaire de Juan Carlos, est la restauration de la façade décrépie du franquisme. Depuis plus de deux mois, l'oligarchie s'ingénie à souffler alternativement le chaud et le froid, c'est-à-dire de faire croire à une esquisse de libéralisation, puis à la démentir aussitôt, tout en laissant croire cependant que c'est l'«esprit» de libéralisation qui l'emporte, mais que les faits viendront plus tard... Ces manœuvres ont, de toute évidence, une fonction externe : il s'agit de montrer que l'Espagne pourra bientôt figurer honorablement au rang des «pays euro-

péens», et il faut reconnaître qu'une certaine presse se montre bien complaisante à servir ces projets, la presse française en particulier, même de «gauche». Pour déjouer ces manœuvres, et pour comprendre la fonction fondamentale de la politique de l'oligarchie espagnole, qui se situe sur le plan intérieur, il importe d'analyser plus précisément les «pièces» généralement versées au dossier de la libéralisation.

Le premier élément avancé est la «libéralisation» de la presse qui date d'environ trois semaines : on trouve par exemple dans le journal «La Vanguardia» de Barcelone mention de la formation du Conseil de Catalogne qui regroupe différentes forces d'opposition ; on trouve aussi ici et là mention d'«arrêts de travail» dans les usines. Ceci n'est pas à proprement parler une innovation : quand Fraga Iribarne était ministre de l'information sous Franco, il y a déjà eu de telles mesures, et elles sont destinées aujourd'hui plus que jamais à «frapper» l'homme de la rue. D'ailleurs, ces informa-

tions sont-elles vraiment corrosives pour le régime ? Cette libéralisation fait partie du projet de constituer une opposition légale de sa majesté, de rallier certaines couches moyennes qui, depuis quelques années, avaient commencé à rompre avec le fascisme. Elle est à relier entre autres aux déclarations de Fraga sur les insuffisances de la loi sur les associations (qui devaient être approuvées par le Mouvement) et son désir d'élargir l'éventail politique ; elle est à rapprocher aussi de son récent voyage en Catalogne, de ses contacts avec différentes personnalités locales en vue de créer un parti là-bas, une sorte de caution catalaniste du régime que Franco n'avait jamais réussi véritablement à obtenir. Mais en même temps, si l'oligarchie souhaite aujourd'hui favoriser l'opposition respectueuse, elle continue à en exclure le parti républicain de Carrillo, et ceux-ci se démènent fort à l'heure actuelle pour ne pas rester à l'écart.

Le deuxième élément destiné à ravalier la façade du franquisme, c'est la

nouvelle loi qui reconnaît la spécificité de «régions» comme la Catalogne, le Pays Basque et la Galice. Fait positif, diront certains ? En réalité, dans le même temps où le franquisme se voit obligé de reconnaître avec un certain éclat ce qu'il appelle des particularismes régionaux, il réaffirme avec plus de force l'unité de l'Espagne : le 24 décembre dernier, Juan Carlos déclarait : «l'unité est nécessaire pour obtenir la force que tout progrès exige, mais elle n'élimine nullement la variété». Il s'agit par là de parer au plus pressé, de désamorcer le potentiel de révolte que constitue les aspirations nationales des peuples d'Espagne. Mais, simultanément, Juan Carlos a édicté les lois les plus restrictives qui aient jamais existé concernant l'usage des langues autres que le castillan. Il est interdit désormais d'utiliser le catalan dans les administrations, dans les actes officiels et d'une manière générale dans tout acte de la vie publique ; jamais une telle interdiction n'avait été formellement promulguée et de fait, tout le monde

ARGENTINE : le ministre du « bien-être social » recherché par Interpol

Madame Péron a accepté l'enquête parlementaire sur le ministre du bien-être social, dont le titulaire, Lopez Rega est recherché actuellement en Europe par Interpol, pour détournement de fonds et de devises étrangères. Isabelita Péron, jusqu'alors avait mis son veto à la demande d'enquête.

Après avoir subi les coups de boulot successifs du coup d'état des aviateurs et de l'attaque de l'arsenal par la guerrilla, le gouvernement de Mme Peron va devoir affronter l'«opposition» sur un autre terrain : celui du parlement. En effet, dès demain, un projet de loi serait déposé permettant la mise en accusation de la présidente. Rappelons qu'une commission d'enquête avait été constituée conjointement par l'Union Civique Radicale et les dissidents du péronisme, pour faire le jour sur différents scandales financiers, dans lesquels l'entourage de la présidente était trempé jusqu'au cou. D'abord Lopez Rega, ancien ministre du « bien-être social », homme fort du gouvernement puis bandit de grands chemins recherché depuis hier par Interpol ! Mais aussi plusieurs intimes de la présidente.

Ce qui est nouveau, c'est, d'une part, qu'on ne se contente plus de murmurer que Isabelita serait aussi impliquée dans ces malversations : il lui est ouverte-

ment reproché d'avoir tiré un chèque de 30 millions de pesos à des fins personnelles sur les fonds collectés pour « la croisade de solidarité ». D'autre part, le rapport de forces a changé au parlement depuis que le Frejuli, le parti justiciable pro-gouvernemental vient de perdre la majorité. Ainsi, Isabelita Peron va être acculée sur le terrain sur lequel elle s'était placée : celui d'une soi-disant souveraineté populaire représentée par le parlement. Ainsi, la crise politique s'approfondit de jour en jour en Argentine, il est presque certain que le pouvoir d'Isabelita ne tiendra pas jusqu'aux élections d'octobre. Les véritables protagonistes dans cette affaire sont entre autres l'armée et la CGT, bureaucratie syndicale liée à l'appareil d'Etat, mais aussi ceux qui voudraient tirer profit, s'il est encore temps, du péronisme sans Mme Peron. C'est la nouvelle manœuvre politique qui est en train de se dessiner et dont le porte-parole est Vitorio Calabro, gouverneur de la province de Buenos Aires et ancien dirigeant du syndicat de la métallurgie, l'UOM, le plus important du pays. Une telle solution éviterait un gouvernement strictement militaire en conservant les thèmes de conciliation de classe du péronisme et faciliterait la remise en ordre que la bourgeoisie cherche à imposer en vain depuis plusieurs années.

Hélène VARJAC

effectivement changer, qu'il faut être patient et rester calme pour ne pas compromettre les chances d'une évolution. Tout ceci afin de préserver l'essentiel de la domination fasciste de plus en plus menacée par le mouvement des masses.

Que va-t-il se passer lorsque les masses se rendront compte, et elles sont en train d'en faire l'expérience, que rien n'a véritablement changé ? Lorsqu'il sera devenu clair que les manifestations tolérées n'aboutissent pas à l'amnistie ? Il est évident qu'alors, elles trouveront d'autres formes de lutte comme elles en ont déjà trouvées et il est non moins évident que le fascisme recourra ouvertement aux moyens qui sont son essence et qu'il n'a jamais cessé d'employer : la dictature terroriste ouverte contre la classe ouvrière et les larges masses. Mais le rapport de forces en Espagne comme dans le monde est en train de changer rapidement et l'oligarchie aura de plus en plus de mal à imposer sa domination.

Hélène VARJAC